

Convention collective

IDCC : 1634. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,
MÉCANIQUES, ÉLECTRONIQUES, CONNEXES ET SIMILAIRES
(Côtes-d'Armor)
(5 avril 1991)**

(Bulletin officiel n° 1991-11 bis)
(Etendue par arrêté du 11 mars 1992,
Journal officiel du 24 mars 1992)

ACCORD DU 2 MAI 2012
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES
AU 1^{ER} JUILLET 2012
NOR : ASET1251088M
IDCC : 1634

Entre :

L'UIMM Côtes-d'Armor,

D'une part, et

La CFE-CGC ;

La CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application des accords nationaux de la métallurgie du 13 juillet 1983 et du 17 janvier 1991 relatifs à la fixation des rémunérations minimales hiérarchiques, la valeur du point mensuel minimum est fixée à 4,54 €, à compter du 1^{er} juillet 2012.

Article 2

Les ouvriers bénéficieront d'une majoration de 5 % de leurs rémunérations minimales hiérarchiques.

Article 3

Les agents de maîtrise d'atelier bénéficieront d'une majoration de 7 % de leurs rémunérations minimales hiérarchiques.

Article 4

Le barème reproduit ci-après est établi sur la base de la durée légale du travail de 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Article 5

Les rémunérations minimales hiérarchiques des personnels mensuels de la métallurgie des Côtes-d'Armor servent pour le calcul de la prime d'ancienneté et des accessoires prévus par la convention collective départementale de la métallurgie.

Article 6

Le présent avenant sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Les parties signataires s'emploieront à en demander l'extension à toutes les entreprises des Côtes-d'Armor relevant du champ d'application professionnel des accords nationaux de la métallurgie.

L'union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM 22) se chargera de formuler cette demande auprès des services du ministère du travail, de l'emploi et de la santé.

Fait à Saint-Brieuc, le 2 mai 2012.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barème des rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) au 1^{er} juillet 2012

Barème pour 151,67 heures par mois.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	ADMINISTRATIFS et techniciens	OUVRIERS (majoration de 5 % incluse)	MAÎTRISE	MAÎTRISE (majoration de 7 % incluse)
I	1	140	635,60	667,38		
	2	145	658,30	691,22		
	3	155	703,70	738,89		
II	1	170	771,80	810,39		
	2	180	817,20			
	3	190	862,60	905,73		
III	1	215	976,10	1 024,91	976,10	1 044,43
	2	225	1 021,50			
	3	240	1 089,60	1 144,08	1 089,60	1 165,87
IV	1	255	1 157,70	1 215,59	1 157,70	1 238,74
	2	270	1 225,80	1 287,09		
	3	285	1 293,90	1 358,60	1 293,90	1 384,47
V	1	305	1 384,70		1 384,70	1 481,63
	2	335	1 520,90		1 520,90	1 627,36
	3	365	1 657,10		1 657,10	1 773,10
		395	1 793,30			

Ce barème doit être adapté, le cas échéant, à l'horaire de travail effectivement pratiqué.